Les géographies électorales françaises au coeur du débat public national

Jean Rivière

▶ **To cite this version:**

Jean Rivière. Les géographies électorales françaises au coeur du débat public national. Géographies du politique, 2022. hal-03867616

HAL Id: hal-03867616
https://hal.science/hal-03867616

Submitted on 23 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean Rivière
Maître de conférences
UMR ESO 6590 CNRS
Université de Nantes

Les géographies électorales françaises au cœur du débat public national

Comme l'indique la lettre de cadrage de la question dont traite ce manuel, « la géographie électorale est un angle d'attaque important pour analyser, à différentes échelles, la dimension spatiale des jeux de pouvoirs entre partis politiques et les recompositions à l'œuvre au regard de l'évolution des votes ». Les travaux hexagonaux relevant de la géographie électorale ont surtout mis l'accent sur le second aspect, en s'intéressant aux recompositions sociogéographiques (transformation de la géographie du peuplement et des inégalités, polarisation croissante du territoire national par les villes)[1] qui permettent de comprendre la distribution spatiale des votes. Il faut d'emblée souligner que la géographie électorale constitue une branche de la géographie française peu développée[2], en particulier en comparaison des géographies électorales anglophones[3]. Cependant, l'accession du candidat de l'extrême droite au second tour du scrutin présidentiel de 2002 (et la géographie très tranchée des votes pour le FN) a suscité, en géographie comme dans d'autres sciences sociales, un regain de travaux s'attachant à comprendre les ressorts de ces votes.

C'est donc à partir du début des années 2000 que ce chapitre se propose d'esquisser un tableau des recherches qui étudient les contrastes électoraux qui traversent l'espace français[4]. Au cours des deux dernières décennies, le débat public national a notamment été marqué par la montée en puissance d'un clivage opposant les habitants des centres des principales métropoles à ceux des mondes périurbains et ruraux. Dans la France contemporaine, la question sociale (et les votes découlant de ces antagonismes sociaux) est bien souvent pensée au prisme d'un clivage ou d'une « fracture » géographique (Jaillet, Vanier, 2015), les mobilisations des « Gilets Jaunes » validant en quelque sorte ces lectures. Il faut dire que le formidable outil de communication qu'est la cartographie, très utilisé en période électorale (Delpirou, 2017), peut aussi produire des effets simplificateurs. Les deux premières parties présentent les thèses des deux géographes les plus visibles médiatiquement, qui sont d'ailleurs largement appuyées sur des cartes. Les deux parties suivantes donnent à voir des travaux qui analysent les dynamiques électorales avec d'autres grilles de lectures et d'autres approches méthodologiques, contribuant ce faisant à discuter les thèses les mieux installées dans le paysage médiatique.

[1] En cela, ce chapitre propose des éclairages qui peuvent être utiles à la préparation de la question de « Géographie des territoires » intitulée « Populations, peuplement et territoires en France », avec laquelle elle présente des intersections.
[2] Celui qui est considéré comme « le père fondateur » du champ interdisciplinaire des études électorales, André Siegfried, est pourtant un géographe du début du 20ème siècle. Alors que son *Tableau politique de la France de l'Ouest* (Siegfried, 1913) s'est rapidement imposé comme une référence centrale en sociologie électorale puis en science politique, il s'est révélé trop en décalage avec les orientations de l'école vidalienne dominant la géographie française de l'époque pour y bénéficier d'une réception à la hauteur de son travail pionnier. Pour comprendre cette situation paradoxale, et plus largement pour une synthèse à la fin des années 1990, voir le premier chapitre de l'ouvrage *Éléments de géographie électorale* (Bussi, 1998).
[3] Conformément au cadrage de la question, la situation des géographies électorales anglophones n'est pas abordée par ce chapitre, car ces travaux n'ont pas été traduits en français.
[4] Ce panorama est nécessairement situé, puisque je suis inscrit dans ce champ et les controverses qui l'animent.

1. Les votes comme expressions de la fracture entre élites et « France périphérique »

Parmi les géographes ayant contribué à installer ce clivage, le plus familier du grand public est incontestablement Christophe Guilluy, consultant auprès de collectivités territoriales et essayiste à succès. Dans un remarqué *Atlas des nouvelles fractures sociales en France* (Guilluy, Noyé, 2004) qui analyse les mutations de la géographie des inégalités, son approche s'inscrit initialement dans la lignée du modèle, par définition simplificateur, de la « ville à trois vitesses » (Donzelot, 2004), qui articule gentrification des centres-villes par les classes supérieures, relégation des classes populaires dans les quartiers de grands ensembles d'habitat social, et départ des classes moyennes vers les communes périurbaines pavillonnaires. Au fil des planches mobilisant des cartes synthétiques, se dessine un schéma opposant d'une part les mondes périurbains et ruraux populaires qualifiés de « périphéries aphones » et marqués par une abstention et des votes pour les « partis extrêmes » (en particulier le FN) croissants, et d'autre part des « centres prescripteurs » embourgeoisés et caractérisés par des suffrages plus nombreux pour les « partis de gouvernement. Dans ces espaces centraux, est soulignée la dichotomie entre les quartiers de la bourgeoisie traditionnelle orientés à droite, et les quartiers en cours de gentrification investis par une « nouvelle bourgeoisie urbaine et tertiaire » (les fameux « bobos ») et où les voix portées sur la gauche et les écologistes sont de plus en plus nombreuses.

Les essais publiés ensuite par C. Guilluy dans les années 2010 vont connaître une importante réception médiatique et politique, mais sont marqués par un durcissement de ton qui tourne parfois au pamphlet. En prolongeant et en ethnicisant la lecture proposée dans l'*Atlas* évoqué ci-dessus, l'ouvrage *La France périphérique* (Guilluy, 2014) trace ainsi les « contours de trois ensembles socioculturels » : « la France périphérique et populaire » qui ne concernerait plus les cœurs des mondes urbains ; « les banlieues ethnicisées » qui bénéficieraient déjà de nombreuses politiques publiques et décrites sous le jour de leur « islamisation » supposée ; les « métropoles mondialisées et gentrifiées » qui seraient animées par un « modèle libéral de la société ouverte » partagé à la fois par « la bourgeoisie traditionnelle vieillissante et "boboland" ». Quand bien même l'auteur précise que « ces ensembles sont très schématiques et ne recouvrent qu'une partie de la diversité sociale et culturelle du pays » et que les dynamiques électorales ne sont souvent présentes qu'à la marge du propos de C. Guilluy, comme autant d'illustrations des antagonismes sociaux, sa vision a participé à construire l'image d'une société française marquée essentiellement par la fragmentation sociale (et électorale).

On comprend que les réactions des chercheurs en sciences sociales aient été très vives, dénonçant « les dangers du populisme géographique » (Cordobes, 2014) ou pointant une « géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires » (Gintrac, Mekdjian, 2014). Il faut dire que les essais de C. Guilluy ignorent les travaux empiriques produits par la recherche en sociologie et géographie urbaines, qui s'est pourtant largement attachée à étudier la diversité sociologique et politique de la supposée « France périphérique » (Girard, Rivière, 2013). Or avec moins de sensationnalisme mais plus de nuance, les sciences sociales n'en sont pas moins attentives à dévoiler la dimension spatiale des inégalités et des rapports sociaux – de classe, de genre, de racisation – de domination qui structurent la société française.

2. Les choix politiques comme « décisions stratégiques majeures pour les individus-habitants »

Aux antipodes de C. Guilluy, le géographe Jacques Lévy est également très présent dans le travail médiatique d'exégèse électorale depuis le milieu des années 1990. S'il s'agit d'un géographe académique important pour son travail de théorisation et sa contribution aux débats de la discipline,

ses analyses post-électorales n'en sont pas moins discutées dans la communauté des géographes (Ripoll, Rivière, 2007 ; Charmes *et al.*, 2013) en raison de leur urbano-centrisme, qui est une forme d'ethnocentrisme de classe, et de leur déficit de fondements empiriques.

La thèse défendue par J. Lévy réside dans l'idée que la localisation résidentielle dans tel ou tel type d'espace (central ou périurbain) résulte du système de valeurs des habitants (rapports au Monde et notamment rapports à l'Autre), qui s'exprimerait aussi dans les bulletins de vote (Ripoll, Rivière, 2007). D'un côté, des villes-centre qui seraient caractérisées par un fort degré « d'urbanité » (forte densité de peuplement et forte diversité sociale) et dont les habitants ont plus voté que la moyenne pour les partis de « gouvernement » à l'élection présidentielle de 2002 et pour le « oui » lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) de 2005. Ces votes, considérés comme « universalistes », sont expliqués par une urbanité elle-même considérée comme un type de rapport aux autres basé sur l'ouverture, ce que traduisent les échelles géographiques multiples et ouvertes sur l'Europe et le Monde animant le système de valeurs des habitants des centres des métropoles. De l'autre côté, des espaces périurbains qui sont définis par un niveau d'urbanité nul (faible densité et faible diversité sociale), et dont les habitants ont voté plus qu'ailleurs en faveur des candidats « tribunitiens » en 2002 et pour le « non » en 2005. Ces votes, considérés comme « protestataires », sont expliqués par une absence d'urbanité, elle-même considérée comme un type de rapport aux autres fondé sur le repli, ce que traduirait l'échelle géographique (nationale) unique et fermée qui structurerait le système de valeurs des habitants. Dans un texte récent visant à éclairer les mutations de la géographie des votes en Europe et aux États-Unis, il précise ainsi que « l'espace du choix politique mériterait d'être rapproché de l'espace du choix d'habiter, tous deux appartenant au registre des décisions stratégiques majeures pour les individus-habitants » ou encore qu'on « retrouverait donc dans la carte des votes une relation entre les attentes politiques générales des électeurs en matière d'espace et les choix spatiaux concrets des habitants, tels qu'ils se manifestent dans leurs arbitrages de localisation » (Lévy, 2020).

Ce schème analytique évacue ou minore donc systématiquement les propriétés sociales et processus sociologiques, pourtant décisifs dans la compréhension des votes et mobilisés par d'autres chercheurs dans le champ de l'analyse électorale : genre, âge et génération, niveau et parcours scolaire, position et trajectoire professionnelle, inscription dans des groupes de pairs (famille, amis, collectifs de travail), etc[5]. La critique de ce schème semble d'autant plus d'actualité qu'il n'est étayé empiriquement qu'à l'aide de cartes, certes sophistiquées mais insuffisantes pour valider la thèse défendue par l'auteur. Quand bien même ce dernier défend l'idée d'un « discours informé par la cartographie » (Lévy, 2007), ce discours donne surtout l'impression que les résultats électoraux et leur cartographie viennent illustrer *a posteriori* une thèse déjà forgée en amont, qui tient dans l'idée que les stratégies résidentielles des « individus-habitants » découlent directement de leurs valeurs. On comprend mieux pourquoi un manuel de science politique soulignait que les localisations géographiques étaient érigées par certains géographes en « *deus ex machina* » (Lehingue, 2011) de l'explication du vote.

3. Les votes comme « variables d'opinion » dans une perspective d'analyse spatiale

Au cours des années 1990 et 2000, ce sont surtout des géographes liés au courant de l'analyse spatiale et réunis autour de Michel Bussi qui se sont le plus emparés de l'analyse des résultats électoraux avec leurs problématiques et leurs outils quantitatifs, à la faveur de la disponibilité croissante et régulière de

[5] Voir la 4ème partie de ce chapitre pour des exemples de ces approches.

données quantitatives agrégées à plusieurs échelles[6]. La mesure des relations statistiques entre les votes et les structures sociales localisées (et la variabilité spatiale de ces relations) est au cœur de ces travaux, qui ont notamment porté sur les « effets de contextes ».

Construit en associant résultats de sondages nationaux et données électorales localisées, un « modèle de structure sociale » a ainsi permis de calculer des « votes théoriques » au sein de chaque unité spatiale sur la base de sa composition sociale (Bussi, 1998). La cartographie des écarts entre les votes théoriques et les votes réellement observés a par exemple montré que des espaces très marqués par une structure sociale rurale, âgée et catholique connaissent des votes à droite encore plus tranchés que leur structure sociale ne le laisserait penser. Au cours des années 2000, une partie de ces géographes travaillant en collaboration avec Jérôme Fourquet, directeur du « Département Opinion » d'un important institut de sondage (l'IFOP), ont ensuite cherché à mesurer les variations des votes en fonction de la distance aux principales aires urbaines françaises, notamment en ce qui concerne les votes portés sur l'extrême droite. Ils montrent que les scores élevés de M. Le Pen parmi les ouvriers et les employés vivant entre 30 et 50 km des centres métropolitains s'expliquent par l'effet cumulé de deux facteurs : « le sur-vote des catégories populaires en faveur du FN renvoie à un certain nombre de difficultés existant dans ces territoires : niveau de revenu assez faible, fragilité du tissu économique local concentrant l'emploi sur un nombre restreint d'entreprises […], forte dépendance de ces populations à la hausse des prix du carburant, progression de la petite délinquance et disparition de certains services publics. À cela s'ajoute les conséquences de la relégation subie et choisie (obligation ou volonté de se mettre à distance de la grande ville) et la peur "d'être rattrapé par la banlieue", angoisse qui taraude une partie de ces milieux populaires du grand périurbain » (Bussi *et al.*, 2012).

En guise de contribution au débat autour de la manière d'expliquer le clivage électoral urbain-rural, ils concluent d'ailleurs autour de l'idée plus générale selon laquelle « ce n'est pas en soi la distance à la ville qui explique la baisse du vote socialiste ou la montée du vote frontiste, et c'est encore moins l'environnement périurbain pavillonnaire qui serait en lui-même prédictif de ce sur-vote pour M. Le Pen : la distance à la ville n'est qu'un "modèle" utilisé ici pour mettre en exergue des processus qui, eux, nous apparaissent fondamentaux : tels l'augmentation du prix du foncier urbain et "l'exclusion" de la ville d'une partie des classes moyennes, la crise de la mobilité par la voiture individuelle à travers les coûts de déplacement et les encombrements urbains, l'absence de législation contraignante dans les territoires ruraux ou périurbains pour y favoriser la mixité sociale » (Bussi *et al.*, 2012), rejoignant en cela des travaux visant à comprendre les votes conduits dans une perspective de géographie sociale.

4. Les comportements électoraux comme expressions de (dé)goûts sociaux forgés par les trajectoires et positions sociogéographiques

Le dernier ensemble de travaux regroupe des chercheurs issus du courant de la géographie sociale ou conduisant des « analyses localisées du politique » (Briquet, Sawicki, 1989) qui sont très dynamiques depuis une quinzaine d'année (Sainty, 2021)[7]. S'ils ne sont pas tous construits sur les mêmes bases théoriques ou méthodologiques, ces travaux entendent soutenir « l'idée que le vote […] est surtout une pratique ordinaire, n'enfermant pas nécessairement de signification étroitement politique, et se résume (ce qui est déjà beaucoup) à l'expression, sous contrainte d'offre électorale, de goûts et de dégoûts

[6] Les premiers géographes français à s'aventurer de nouveau dans le champ de la géographie électorale – laissé en jachère après le *Tableau* fondateur (Siegfried, 1913) – sont cependant à chercher du côté de la géographie sociale dans les années 1980.

[7] Mes travaux de recherche se situent dans ce dernier ensemble.

sociaux constamment informés, orientés et actualisés par les trajectoires biographiques (réelles, anticipées et/ou subjectivement perçues) de chacun, dans un nombre plus ou moins élevé d'espaces et de mondes sociaux » (Lehingue, 2007). En rupture avec la tendance de nombre de producteurs sur-politisés de verdicts électoraux à inférer automatiquement des valeurs à partir des votes, ces travaux s'inscrivent de fait en opposition aux thèses de C. Guilluy ou J. Lévy, et couvrent désormais une grande diversité de terrains depuis les mondes ruraux jusqu'aux espaces urbains centraux.

Ainsi et dans les mondes ruraux populaires, l'analyse qualitative des recompositions des sociabilités ouvrières et la déstructuration des collectifs traditionnels permet de mieux comprendre certains votes (Pierru, Vignon, 2008). En grande périphérie de la métropole lyonnaise, l'observation fine des trajectoires résidentielles de ménages des classes populaires et moyennes montre que les votes parfois très à droite renvoient à l'importance de l'accession à l'habitat pavillonnaire comme moyen de promotion sociale et de respectabilité (Girard, 2017). Au sein des communes périurbaines, la mise en relation des positions et trajectoires socio-résidentielles avec la production des choix électoraux contribue donc plus largement à déconstruire les analyses hâtives sur le vote des pavillonnaires (Girard, 2013 ; Girard, Rivière, 2013 ; Lambert, 2015 ; Rivière, 2012), qui sont d'ailleurs loin d'être toutes populaires (Rivière, 2014). Dans une commune pavillonnaire urbaine du nord de la métropole parisienne, c'est l'analyse historique des étapes de peuplement des quartiers et de la manière dont sont perçues localement les transformations urbaines qui a permis d'éclairer les choix électoraux des habitants des « petits-moyens » (Cartier *et al.*, 2008). Grâce à une immersion longue dans le quartier des Cosmonautes de Saint-Denis, où des questionnaires « sortie des urnes » ont notamment été réalisés sur plusieurs scrutins, les dynamiques de (dé)mobilisations qui prévalent dans les quartiers populaires de grands ensembles sont désormais mieux connues, à commencer par le rôle de la famille comme principale instance de socialisation politique (Braconnier, Dormagen, 2007). De la même manière, des analyses localisées dans les quartiers populaires en cours de gentrification ont mis en évidence l'importance d'un regard articulant les rapports sociaux de classe, de genre et de race pour comprendre les dynamiques électorales (Barrault Stella *et al.*, 2018, 2020). Enfin, le suivi de campagnes municipales dans les 10ème et le 16ème arrondissements parisiens a permis de dévoiler les stratégies de mobilisation des partis, des candidats et des militants sur ces terrains caractérisés par la présence des classes moyennes et supérieures (Agrikoliansky, Heurtaux, Le Grignou, 2011).

Grâce à des approches quantitatives s'appuyant sur des données à l'échelle fine des bureaux de vote, c'est d'ailleurs dans ces mondes urbains centraux que l'actualité et la force des corrélations entre les orientations électorales et les structures sociales des bureaux de vote des 35 villes françaises de plus de 100 000 habitants ont pu être démontrées (Batardy *et al.*, 2017 ; Rivière, 2017). Parallèlement et grâce à l'utilisation de techniques de modélisation multiniveaux, des politistes ont souligné la variabilité spatiale des relations statistiques selon les niveaux scalaires, mesurant ainsi les effets de contexte d'une manière inédite (Gombin, 2014, 2017) et traçant plus largement des ponts théoriques et méthodologiques entre les traditions disciplinaires de la science politique et de la géographie (Gombin, Rivière, 2012, 2014).

Conclusion. Des géographies électorales à l'image… des géographies

Au-delà du cas français, la question des clivages géographiques des votes à l'échelle métropolitaine occupe désormais une place croissante dans le champ international de l'analyse électorale. Avec des spécificités propres à chaque contexte national – en matière de stratification sociale, d'histoire des dynamiques d'urbanisation ou de structuration du champ politique – sont ainsi régulièrement opposés

des *suburbs* habités par des classes moyennes blanches propriétaires de maisons individuelles et votant pour des partis « conservateurs » d'un côté, et des espaces centraux sociologiquement plus mixtes et « cosmopolites » où dominent les partis « progressistes » de l'autre. L'abondance de la littérature sur cette question montre bien que la question centrale n'est pas celle de l'existence de clivages géographiques dans les votes, notamment métropolitains, mais bien celle des grilles interprétatives utilisées pour les comprendre. À cet égard, les débats internes à la géographie électorale française, présentés de manière forcément trop rapide dans ce chapitre, donnent aussi à voir la diversité de la discipline qu'est aujourd'hui la géographie en matière de positionnements théoriques et de démarches méthodologiques.

Références bibliographiques

Références les plus centrales

BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric., 1989, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, vol. 2, n° 7-8, p. 6-16.

BUSSI Michel, 1998, *Éléments de géographie électorale. À partir de la France de l'Ouest*, Mont-Saint-Aignan, Presses Universitaires de Rouen.

DELPIROU Aurélien, 2017, « L'élection, la carte et le territoire : le succès en trompe-l'œil de la géographie », *Géoconfluence*, 30 mai, [En ligne : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/election-geographie-medias].

GOMBIN Joël, RIVIERE Jean (dir.), 2014, « Géographie et sociologie électorales : duel ou duo ? », L'Espace Politique, n°23, vol. 2, [En ligne : https://journals.openedition.org/espacepolitique/3034].

GOMBIN Joël, RIVIERE Jean (dir.), 2012, « La carte et le sondage », *Métropolitiques*, 11 avril, [En ligne : https://metropolitiques.eu/La-carte-et-le-sondage.html].

LEHINGUE Patrick, 2011, *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte.

SAINTY Jessica, 2021, « Les approches écologiques du vote : renouvellement et actualités d'un classique de l'analyse électorale », *in* Thomas FRINAULT (dir.), *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, p. 191-202.

SIEGFRIED André, 1913, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Colin.

Références liées aux débats dans le champ

CHARMES Éric, LAUNAY Lydie, VERMEERSCH Stéphanie, 2013, « Le périurbain, France du repli ? », *La Vie des idées*, 28 mai, [En ligne : https://laviedesidees.fr/Le-periurbain-France-du-repli.html].

CORDOBES Stéphane, 2014, « Les dangers du populisme géographique. », *EspacesTemps.net*, 2 décembre, [En ligne : https://www.espacestemps.net/articles/les-dangers-du-populisme-geographique/].

DONZELOT Jacques, 2004, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n° 303, p. 14-39.

GINTRAC Cécile, MEKDJIAN Sarah, 2014, « Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, n° 1, vol. 156-157, p. 233-239.

GIRARD Violaine, RIVIERE Jean, 2013, « Grandeur et décadence du « périurbain ». Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques*, 3 juillet, [En ligne : https://www.metropolitiques.eu/Grandeur-et-decadence-du.html].

GOMBIN Joël, 2014, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome. La modélisation multiniveau comme lieu de rencontre entre sociologie et géographie électorales », *L'Espace Politique*, n°23, vol. 2, [En ligne : https://journals.openedition.org/espacepolitique/3066].

GUILLUY Christophe, 2014, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion.

GUILLUY Christophe, NOYE Christophe, 2004, *Atlas des fractures sociales. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Paris, Autrement.

JAILLET Marie-Christine, VANIER Martin, 2015, « Ce que le discours de la fracture signifie », *Urbanisme*, n° 399, p. 32-37.

LEVY Jacques, 2020, « Ce dont on peut parler, il faut le dire », *EspacesTemps.net*, 10 janvier, [En ligne : https://www.espacestemps.net/articles/ce-dont-on-peut-parler-il-faut-le-dire/].

LEVY Jacques, 2007, « Regarder, Voir. Un discours informé par la Géographie », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 102, p. 131-140

RIPOLL Fabrice, RIVIERE Jean, 2007, « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 102, p. 121-130

Références plus empiriques qui présentent des exemples d'analyse localisées

AGRIKOLIANSKY Eric, HEURTAUX Jérôme, Le GRIGNOU Brigitte (dir.), 2011, *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.

BARRAULT-STELLA Lorenzo, BALOGE Martin, BERJAUD Clémentine, 2020, « Voter entre soi et contre les autres. Altérisation raciale et appartenance de classe dans le 18e arrondissement de Paris », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 232-233, vol. 2-3, p. 30-49.

BARRAULT-STELLA Lorenzo, BERJAUD Clémentine, DAHANI Safia, 2018, « Les pratiques électorales entre classe, genre et race », *Travail, genre et sociétés*, n° 2, vol. 40, p. 51-68.

BATARDY Christophe, BELLANGER Emmanuel, GILBERT Pierre, RIVIERE Jean, 2017, « Présidentielle 2017 : les votes des grandes villes au microscope », *Métropolitiques*, 9 mai, [En ligne : https://metropolitiques.eu/Presidentielle-2017-Les-votes-des-grandes-villes-au-microscope.html].

BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, 2007, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.

BUSSI Michel, FOURQUET Jérôme, COLANGE Céline, 2012, « Analyse et compréhension du vote lors des élections présidentielles de 2012. L'apport de la géographie électorale », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, pp. 941-963.

BUSSI Michel, Girault Frédéric, 2001, « Les organisations spatiales de la ségrégation urbaine : l'exemple des comportements électoraux », *L'Espace géographique*, vol. 30, n° 2, p. 152-164.

CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier, SIBLOT Yasmine., 2008, *La France des "petits-moyens". Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.

GIRARD Violaine, 2017, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant.

GIRARD Violaine, 2013, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines. Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, vol. 101, n° 1, p. 183-215.

GOMBIN Joël, 2017, « Marseille, une ville coupée en quatre », Métropolitiques, 22 mai, [En ligne : https://www.metropolitiques.eu/Marseille-une-ville-coupee-en.html].

LAMBERT Anne, 2015, *« Tous propriétaires ! ». L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil.

LEHINGUE Patrick, 2007, « Le Non français au traité constitutionnel européen (mai 2005). Sur deux lectures « polaires » du scrutin », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 166-167, p. 123-139.

PIERRU Emmanuel, VIGNON Sébastien, 2008, « L'inconnue de l'équation FN : Ruralité et vote d'extrême-droite. Quelques éléments à propos de la Somme » *in* Annie ANTOINE, Julian MISCHI (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 407-419

RIVIERE Jean, 2017, « L'espace électoral des grandes villes françaises. Votes et structures sociales intra-urbaines lors du scrutin présidentiel de 2017 », *Revue française de science politique*, n° 6, vol. 67, p. 1041-1065.

RIVIERE Jean, 2014, « Le "Neuilly caennais" en campagne municipale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°204, p. 24-45.